

documents dont les fonctionnaires et les membres du personnel contractuels visés au § 1^{er} ont besoin pour remplir leur mission. »

CHAPITRE III. — Disposition transitoire et entrée en vigueur

Art. 11. Jusqu'à une date à fixer par le Roi, les prestataires qui ne sont pas liés à l'exploitant du laboratoire par un contrat qui a été approuvé en application de l'article 3, § 3, de l'arrêté royal n° 143 du 30 décembre 1982, pourront encore effectuer des prestations dans un laboratoire tel que visé à l'article 3, § 1^{er}, 1^o, 2^o, 4^o, 5^o et 6^o, du même arrêté, et ce par dérogation à l'article 3, § 3 du même arrêté.

Le Roi détermine, pour les approbations de la convention visée à l'article 3, § 3, du même arrêté, qui seront accordées avant la date qu'il détermine en application de l'alinéa 1^{er}, le délai dans lequel les conventions doivent être soumises au ministre.

Art. 12. § 1^{er}. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi, au plus tard le premier jour du troisième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, l'article 5, 3^o, entre en vigueur à une date à fixer par le Roi, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres.

§ 3. L'article 7 entre en vigueur à une date à fixer par le Roi, au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la présente loi telle que visée au § 1^{er}.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 24 mai 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et du Santé publique,
R. DEMOTTE

Scelle du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) Session 2003-2004.

Projet de loi, n° 51-1014/1. — Amendements, n° 51-1014/2. — Amendements présentés après dépôt du rapport, n° 51-1014/5. — Rapport fait au nom de la commission, n° 51-1014/3. — Texte adopté par la commission, n° 51-1014/4. — Amendements présentés après dépôt du rapport, n° 51-1014/6.

Session 2004-2005.

Amendements, n° 51-1014/7. — Amendement, n° 51-1014/8. — Rapport complémentaire, n° 51-1014/3. — Texte adopté par la commission, n° 51-1014/10. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 51-1014/11. — Projet non évoqué par le Sénat, n° 3-1165/1.

inlichtingen en documenten die de in § 1 bedoelde ambtenaren en contractuele personeelsleden nodig hebben voor het vervullen van hun opdracht. »

HOOFDSTUK III. — Overgangsbepaling en inwerkingtreding

Art. 11. Tot een door de Koning te bepalen datum, mogen de verstrekkers die niet met de uitbater van het laboratorium zijn verbonden door een overeenkomst die in toepassing van artikel 3, § 3, van koninklijk besluit nr. 143 van 30 december 1982 is goedgekeurd, nog verstrekkingen uitvoeren in een laboratorium zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 1^o, 2^o, 4^o, 5^o en 6^o van hetzelfde besluit, en dit in afwijking van artikel 3, § 3, van hetzelfde besluit.

De Koning bepaalt, voor de goedkeuringen van de in artikel 3, § 3, van hetzelfde besluit bedoelde overeenkomst die zullen worden toegekend vóór de datum die Hij in uitvoering van het eerste lid bepaalt, de termijn waarbinnen de overeenkomsten aan de minister moeten worden voorgelegd.

Art. 12. § 1. Deze wet treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk op de eerste dag van de derde maand die volgt op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. In afwijking van § 1, treedt artikel 5, 3^o, in werking op een door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, te bepalen datum.

§ 3. Artikel 7 treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk een jaar na de inwerkingtreding van deze wet zoals bedoeld in § 1.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 24 mei 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) Zitting 2003-2004.

Wetsontwerp, nr. 51-1014/1. — Amendementen, nr. 51-1014/2. — Amendementen voorgesteld na indiening van het verslag, nr. 51-1014/5. — Verslag namens de commissie, nr. 51-1014/3. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 51-1014/4. — Amendementen voorgesteld na indiening van het verslag, nr. 51-1014/6.

Zitting 2004-2005.

Amendementen, nr. 51-1014/7. — Amendement, nr. 51-1014/8. — Aanvullend verslag, nr. 51-1014/3. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 51-1014/10. — Tekst aangenomen in de plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 51-1014/11. — Ontwerp niet geëvoerd door de Senaat, nr. 3-1165/1.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2005 — 2118

[C — 2005/09653]

10 AOUT 2005. — Loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne les traitements des référendaires et juristes de parquet près les cours et les tribunaux de première instance, des greffiers et des secrétaires de parquet et modifiant les articles 259duodecies et 285bis du même Code

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. Dans l'article 259duodecies, alinéa 5, du Code judiciaire, inséré par la loi du 22 décembre 1998, le mot « trois » est remplacé par le mot « six ».

FEDERALE OVERHEIDS Dienst JUSTITIE

N. 2005 — 2118

[C — 2005/09653]

10 AUGUSTUS 2005. — Wet tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de wedden van de referendarissen en de parketjuristen bij de hoven van beroep en bij de rechtribunals van eerste aanleg, van de griffiers en de secretarissen van het parket en tot wijziging van de artikelen 259duodecies en 285bis van hetzelfde Wetboek

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 259duodecies, vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998, wordt het woord « drie » vervangen door het woord « zes ».

Art. 3. Dans l'article 285bis, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 17 février 1997, le mot « deux » est remplacé par le mot « trois ».

Art. 4. L'article 365ter du même Code, inséré par la loi du 24 mars 1999 et modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 2001, confirmé par la loi du 26 juin 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 365ter. § 1^{er}. La fonction de référendaire et de juriste de parquet près les cours d'appel et près les tribunaux de première instance est rémunérée selon l'échelle de traitement suivante :

- traitement minimum : 20.705,34 EUR;
- traitement maximum : 32.165,25 EUR;
- augmentations intermédiaires : trois augmentations annuelles de 624,27 EUR, suivies par dix augmentations biennales de 958,71 EUR.

§ 2. Après quatre années d'ancienneté de grade, le référendaire et le juriste de parquet près les cours d'appel et près les tribunaux de première instance obtiennent l'échelle de traitement suivante :

- traitement minimum : 22.497,86 EUR;
- traitement maximum : 34.916,48 EUR;
- augmentations intermédiaires : trois augmentations annuelles de 624,27 EUR, suivies par onze augmentations biennales de 958,71 EUR.

§ 3. Après douze années d'ancienneté de grade, le référendaire et le juriste de parquet près les cours d'appel et près les tribunaux de première instance obtiennent, pour autant qu'ils aient obtenu la mention « très bon » lors de l'évaluation visée à l'article 259novies, l'échelle de traitement suivante :

- traitement minimum : 25.507,15 EUR;
- traitement maximum : 37.925,77 EUR;
- augmentations intermédiaires : trois augmentations annuelles de 624,27 EUR, suivies par onze augmentations biennales de 958,71 EUR.

§ 4. Le référendaire et le juriste de parquet près les cours d'appel et près les tribunaux de première instance ayant au moins dix-huit années d'ancienneté de grade, peuvent obtenir, dans les limites des emplois vacants et pour autant qu'ils aient obtenu la mention « très bon » lors de l'évaluation visée à l'article 259 novies, l'échelle de traitement suivante :

- traitement minimum : 27.923,80 EUR;
- traitement maximum : 42.638,83 EUR;
- augmentations intermédiaires : onze augmentations biennales de 1.337,73 EUR.

Le nombre d'emplois pouvant être rémunérés conformément à l'alinéa précédent est fixé à un dixième du nombre total de référendaires et de juristes de parquet près les cours d'appel et près les tribunaux de première instance.

§ 5. Les articles 362, 363, 365, § 1^{er}, 367, alinéas 2 à 5, et 377 sont applicables par analogie aux référendaires et aux juristes de parquet près les cours d'appel et les tribunaux de première instance.

§ 6. Le pécule de vacances alloué aux membres du personnel des greffes et des secrétariats de parquet du niveau 1 est accordé dans la même mesure et dans les mêmes conditions aux référendaires et aux juristes de parquet. »

Art. 5. L'article 366 du même Code, remplacé par la loi du 3 avril 1997 et modifié par les lois des 17 février 1997 et 15 juin 2001 et l'arrêté royal du 13 juillet 2001, confirmé par la loi du 26 juin 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 366. Les traitements des greffiers des cours, tribunaux, justices de paix et tribunaux de police sont fixés comme suit :

Cour de cassation :

- | | |
|------------------------------|---------------|
| - Greffier en chef | 37.694,74 EUR |
| - Greffier | 27.513,62 EUR |
| - Griffier adjoint principal | 17.927,00 EUR |
| - Greffier adjoint | 17.258,24 EUR |

Cours d'appel et cours du travail :

- | | |
|------------------------------|---------------|
| - Greffier en chef | 35.465,30 EUR |
| - Greffier | 25.358,51 EUR |
| - Griffier adjoint principal | 17.927,00 EUR |
| - Greffier adjoint | 17.258,24 EUR |

Art. 3. In artikel 285bis, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 februari 1997, wordt het woord « twee » vervangen door het woord « drie ».

Art. 4. Artikel 365ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 maart 1999 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 2001, bekrachtigd bij de wet van 26 juni 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art. 365ter. § 1. Aan het ambt van referendaris en parketjurist bij de hoven van beroep en bij de rechtbanken van eerste aanleg wordt de volgende weddenschaal verbonden :

- minimumwedde : 20.705,34 EUR;
- maximumwedde : 32.165,25 EUR;
- tussentijdse verhogingen : drie jaarlijkse verhogingen van 624,27 EUR gevolgd door tien tweejaarlijkse verhogingen van 958,71 EUR.

§ 2. Na vier jaar graadancienniteit verkrijgen de referendaris en de parketjurist bij de hoven van beroep en bij de rechtbanken van eerste aanleg de volgende weddenschaal :

- minimumwedde : 22.497,86 EUR;
- maximumwedde : 34.916,48 EUR;
- tussentijdse verhogingen : drie jaarlijkse verhogingen van 624,27 EUR gevolgd door elf tweejaarlijkse verhogingen van 958,71 EUR.

§ 3. Na twaalf jaar graadancienniteit verkrijgen de referendaris en de parketjurist bij de hoven van beroep en bij de rechtbanken van eerste aanleg, voorzover zij bij hun beoordeling, bedoeld in artikel 259novies, de vermelding « zeer goed » gekregen hebben, de volgende weddenschaal :

- minimumwedde : 25.507,15 EUR;
- maximumwedde : 37.925,77 EUR;
- tussentijdse verhogingen : drie jaarlijkse verhogingen van 624,27 EUR gevolgd door elf tweejaarlijkse verhogingen van 958,71 EUR.

§ 4. Voorzover er vacante betrekkingen zijn en zij bij hun beoordeling, bedoeld in artikel 259 novies, de vermelding « zeer goed » gekregen hebben, kunnen de referendaris en de parketjurist bij de hoven van beroep en bij de rechtbanken van eerste aanleg die ten minste achttien jaar graadancienniteit hebben, de volgende weddenschaal verkrijgen :

- minimumwedde : 27.923,80 EUR;
- maximumwedde : 42.638,83 EUR;
- tussentijdse verhogingen : elf tweejaarlijkse verhogingen van 1.337,73 EUR.

Het aantal betrekkingen die bezoldigd kunnen worden overeenkomstig het vorige lid wordt vastgesteld op een tiende van het totale aantal referendarissen en parketjuristen bij de hoven van beroep en de rechtbanken van eerste aanleg.

§ 5. De artikelen 362, 363, 365, § 1, 367, tweede tot vijfde lid, en 377 zijn van overeenkomstige toepassing op de referendarissen en de parketjuristen bij de hoven van beroep en bij de rechtbanken van eerste aanleg.

§ 6. Het vakantiegeld dat toegekend wordt aan de personeelsleden van niveau 1 bij de griffies en de parketsecretariaten, wordt in dezelfde mate en onder dezelfde voorwaarden verleend aan de referendarissen en de parketjuristen. »

Art. 5. Artikel 366 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 3 april 1997 en gewijzigd bij de wetten van 17 februari 1997 en 15 juni 2001 en het koninklijk besluit van 13 juli 2001, bekrachtigd bij de wet van 26 juni 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art. 366. De wedden van de griffies van de hoven, rechtbanken, vrederechten en politierechtbanken worden bepaald als volgt :

Hof van Cassatie :

- | | |
|-----------------------------------|---------------|
| - Hoofdgriffier | 37.694,74 EUR |
| - Griffier | 27.513,62 EUR |
| - Eerstaanwezend adjunct-griffier | 17.927,00 EUR |
| - Adjunct-griffier | 17.258,24 EUR |

Hoven van beroep en arbeidshoven :

- | | |
|-----------------------------------|---------------|
| - Hoofdgriffier | 35.465,30 EUR |
| - Griffier | 25.358,51 EUR |
| - Eerstaanwezend adjunct-griffier | 17.927,00 EUR |
| - Adjunct-griffier | 17.258,24 EUR |

Tribunaux de première instance, tribunaux du travail et tribunaux de commerce, dont le ressort compte une population de 250.000 habitants au moins :

– Greffier en chef	33.681,72 EUR
– Greffier	20.453,72 EUR
– Griffier adjoint principal	17.927,00 EUR
– Greffier adjoint	17.258,24 EUR

Tribunaux de première instance, tribunaux du travail et tribunaux de commerce, dont le ressort ne compte pas une population de 250.000 habitants au moins :

– Greffier en chef	29.371,48 EUR
– Greffier	20.453,72 EUR
– Griffier adjoint principal	17.927,00 EUR
– Greffier adjoint	17.258,24 EUR

Justices de paix et tribunaux de police prévus à l'article 3 de l'annexe au présent Code :

– Greffier en chef	27.513,62 EUR
– Greffier	20.453,72 EUR
– Griffier adjoint principal	17.927,00 EUR
– Greffier adjoint	17.258,24 EUR ».

Art. 6. L'article 367, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 3 avril 1997 et modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 2001, confirmé par la loi du 26 juin 2002, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les traitements des greffiers sont majorés comme suit :

Nombre d'années Montant des majorations	d'ancienneté utile après chaque période
– Trois années	1.857,82 EUR
– Six années	1.857,82 EUR
– Neuf années	1.857,82 EUR
– Douze années	1.857,82 EUR
– Quinze années	1.857,82 EUR
– Dix-huit années	1.114,69 EUR
– Vingt et une années	1.114,69 EUR
– Vingt-quatre années	1.114,69 EUR »

Art. 7. L'article 367bis du même Code, inséré par la loi du 20 juillet 1991, remplacé par la loi du 3 avril 1997 et modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 2001, confirmé par la loi du 26 juin 2002, est abrogé.

Art. 8. L'article 367ter du même Code, inséré par la loi du 20 juillet 1991, remplacé par la loi 3 avril 1997 et modifié par la loi du 17 février 1997 et l'arrêté royal du 13 juillet 2001, confirmé par la loi du 26 juin 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 367ter. Aux greffiers adjoints principaux de la Cour de cassation, d'une cour d'appel et d'une cour du travail et aux greffiers et aux greffiers adjoints principaux d'un tribunal de première instance, d'un tribunal de commerce, d'un tribunal du travail, d'une justice de paix et d'un tribunal de police, qui ont au moins douze années d'ancienneté dans leur grade et qui, à l'exception des greffiers chargés d'assister le juge d'instruction ou le juge de la jeunesse, n'ont pas été désignés à une fonction particulière donnant droit à un supplément de traitement, il est alloué un supplément de traitement de 1.001,50 EUR, pour autant que leur évaluation, visée à l'article 287ter, porte la mention « très bon ». »

Rechtbanken van eerste aanleg, arbeidsrechtbanken en rechtbanken van koophandel, waarvan het rechtsgebied ten minste 250.000 inwoners telt :

– Hoofdgriffier	33.681,72 EUR
– Griffier	20.453,72 EUR
– Eerstaanwezend adjunct-griffier	17.927,00 EUR
– Adjunct-griffier	17.258,24 EUR

Rechtbanken van eerste aanleg, arbeidsrechtbanken en rechtbanken van koophandel, waarvan het rechtsgebied minder dan 250.000 inwoners telt :

– Hoofdgriffier	29.371,48 EUR
– Griffier	20.453,72 EUR
– Eerstaanwezend adjunct-griffier	17.927,00 EUR
– Adjunct-griffier	17.258,24 EUR

Vrederechten en politierechtbanken bedoeld in artikel 3 van het bijvoegsel bij dit Wetboek :

– Hoofdgriffier	27.513,62 EUR
– Griffier	20.453,72 EUR
– Eerstaanwezend adjunct-griffier	17.927,00 EUR
– Adjunct-griffier	17.258,24 EUR ».

Art. 6. Artikel 367, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 3 april 1997 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 2001, bekrachtigd bij de wet van 26 juni 2002, wordt vervangen door het volgende lid :

« De wedden van de griffiers worden verhoogd als volgt :

Aantal jaren nuttige Bedrag van de verhogingen	Ancienniteit na iedere periode
– Drie jaren	1.857,82 EUR
– Zes jaren	1.857,82 EUR
– Negen jaren	1.857,82 EUR
– Twaalf jaren	1.857,82 EUR
– Vijftien jaren	1.857,82 EUR
– Achttien jaren	1.114,69 EUR
– Eentwintig jaren	1.114,69 EUR
– Vierentwintig jaren	1.114,69 EUR »

Art. 7. Artikel 367bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 20 juli 1991, vervangen bij de wet van 3 april 1997 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 2001, bekrachtigd bij de wet van 26 juni 2002, wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel 367ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 20 juli 1991, vervangen bij de wet van 3 april 1997 en gewijzigd bij de wet van 17 februari 1997 en het koninklijk besluit van 13 juli 2001, bevestigd bij de wet van 26 juni 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art. 367ter. Aan de eerstaanwezend adjunct-griffiers in het Hof van Cassatie, in een hof van beroep en in een arbeidshof en aan de griffiers en de eerstaanwezend adjunct-griffiers in een rechtbank van eerste aanleg, in een rechtbank van koophandel, in een arbeidsrechtbank, in een vrederecht en in een politierechtbank, die ten minste twaalf jaren tot dit ambt zijn benoemd en die, met uitzondering van de griffiers die gelast zijn de onderzoeksrechter of de jeugdrechtster bij te staan, niet werden aangewezen tot een bijzonder ambt waaraan een weddenbijslag verbonden is, wordt een weddenbijslag van 1.001,50 EUR toegekend, voorzover zij bij hun beoordeling, bedoeld in artikel 287ter, de vermelding « zeer goed » hebben gekregen. »

Art. 9. L'article 369 du même Code judiciaire, remplacé par la loi 3 avril 1997 et modifié par les lois des 17 février 1997, 20 mai 1997 et 15 juin 2001 et l'arrêté royal du 13 juillet 2001, confirmé par la loi du 26 juin 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 369. Il est alloué :

1° un supplément de traitement de 4.258,09 EUR aux greffiers-chefs de service;

2° un supplément de traitement de 2.883,32 EUR aux greffiers en chef des tribunaux de première instance, des tribunaux du travail et des tribunaux de commerce, dont le ressort ne compte pas une population de 250 000 habitants au moins et où au moins sept membres du personnel sont occupés à temps plein;

3° un supplément de traitement de 2.221,91 EUR au greffier ou au greffier adjoint qui assiste le juge d'instruction ou le juge de la jeunesse pendant un mois au moins;

4° un supplément de traitement de 2.883,32 EUR aux greffiers en chef des justices de paix et des tribunaux de police où au moins sept membres du personnel sont occupés à temps plein;

5° une prime de 123,95 EUR par affaire au greffier qui exerce la fonction de greffier de la cour d'assises durant la session de la cour d'assises;

6° une prime mensuelle de 24,79 EUR aux membres du greffe qui justifient de la connaissance de la deuxième langue, comme prévu dans la loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire; cette prime est allouée dans les mêmes conditions que celle allouée au personnel des greffes.

Le supplément visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, est porté à 5.105,28 EUR après trois ans, et à 5.818,70 EUR après six ans de fonction.

Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des services publics fédéraux s'applique également aux primes visées à l'alinéa 1^{er}, 5° et 6°. Celles-ci sont liées à l'indice-pivot 138,01. »

Art. 10. Dans l'article 371 du même Code, modifié par la loi du 2 août 1974, il est inséré un § 1^{er bis}, rédigé comme suit :

« § 1^{er bis}. Le pécule de vacances alloué aux membres du personnel des greffes et des secrétariats de parquet du niveau 1 est accordé dans la même mesure et dans les mêmes conditions aux greffiers. »

Art. 11. L'article 372 du même Code, remplacé par la loi 3 avril 1997 et modifié par la loi du 17 février 1997 et l'arrêté royal du 13 juillet 2001, confirmé par la loi du 26 juin 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 372. Les traitements des secrétaires des parquets sont fixés comme suit :

Parquet de la Cour de cassation

– Secrétaire en chef	37.694,74 EUR
– Secrétaire	27.513,62 EUR
– Secrétaire adjoint principal	17.927,00 EUR
– Secrétaire adjoint	17.258,24 EUR

Parquet de la cour d'appel, parquet de la cour du travail et parquet fédéral

– Secrétaire en chef	35.465,30 EUR
– Secrétaire	25.358,51 EUR
– Secrétaire adjoint principal	17.927,00 EUR
– Secrétaire adjoint	17.258,24 EUR

Parquet du procureur du Roi et parquet de l'auditeur du travail, dont le ressort compte une population de 250 000 habitants au moins :

– Secrétaire en chef	33.681,72 EUR
– Secrétaire	20.453,72 EUR
– Secrétaire adjoint principal	17.927,00 EUR
– Secrétaire adjoint	17.258,24 EUR

Art. 9. Artikel 369 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 3 april 1997 en gewijzigd bij de wetten van 17 februari 1997, 20 mei 1997 en 15 juni 2001 en het koninklijk besluit van 13 juli 2001, bekraftigd bij de wet van 26 juni 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art. 369. Toegekend worden :

1° een weddenbijslag van 4.258,09 EUR aan de griffiers-hoofden van dienst;

2° een weddenbijslag van 2.883,32 EUR aan de hoofdgriffiers van de rechtbanken van eerste aanleg, van de arbeidsrechtbanken en van de rechtbanken van koophandel, waarvan het rechtsgebied minder dan 250 000 inwoners telt en waar ten minste zeven personeelsleden met volledige betrekking werkzaam zijn;

3° een weddenbijslag van 2.221,91 EUR aan de griffier of de adjunct-griffier die de onderzoeksrechter of de jeugdrechter gedurende minstens een maand bijstaat;

4° een weddenbijslag van 2.883,32 EUR aan de hoofdgriffiers van de vrederechten en van de politierechtbanken, waar ten minste zeven personeelsleden met volledige betrekking werkzaam zijn;

5° een premie van 123,95 EUR per zaak aan de griffier die gedurende de zitting van het hof van assisen het ambt van griffier van het hof van assisen uitoefent;

6° een maandelijkse premie van 24,79 EUR aan de leden van de griffie die het bewijs leveren van de kennis van de tweede taal, zoals bepaald in de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken; deze premie wordt toegekend onder dezelfde voorwaarden als die welke aan het personeel van de griffies wordt toegekend.

De in het eerste lid, 1°, bedoelde bijslag wordt na drie jaren ambtsuitoefening gebracht op 5.105,28 EUR, en na zes jaren ambtsuitoefening op 5.818,70 EUR.

De mobiliteitsregeling die geldt voor de wedde van het personeel van de federale overheidsdiensten, geldt eveneens voor de in het eerste lid, 5° en 6°, bedoelde premies. Deze worden gekoppeld aan de spilindex 138,01. »

Art. 10. In artikel 371 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 2 augustus 1974, wordt een § 1bis ingevoegd, luidende :

« § 1bis. Het vakantiegeld dat toegekend wordt aan de personeelsleden van niveau 1 bij de griffies en de parketsecretariaten, wordt in dezelfde mate en onder dezelfde voorwaarden verleend aan de griffies. »

Art. 11. Artikel 372 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 3 april 1997 en gewijzigd bij de wet van 17 februari 1997 en het koninklijk besluit van 13 juli 2001, bekraftigd bij de wet van 26 juni 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art. 372. De wedden van de secretarissen der parketten worden bepaald als volgt :

Parket van het Hof van Cassatie

– Hoofdsecretaris	37.694,74 EUR
– Secretaris	27.513,62 EUR
– Eerstaanwezend adjunct-secretaris	17.927,00 EUR
– Adjunct-secretaris	17.258,24 EUR

Parket van het hof van beroep, parket van het arbeidshof en Federaal parket

– Hoofdsecretaris	35.465,30 EUR
– Secretaris	25.358,51 EUR
– Eerstaanwezend adjunct-secretaris	17.927,00 EUR
– Adjunct-secretaris	17.258,24 EUR

Parket van de procureur des Konings en parket van de arbeidsauditeur, waarvan het rechtsgebied ten minste 250 000 inwoners telt :

– Hoofdsecretaris	33.681,72 EUR
– Secretaris	20.453,72 EUR
– Eerstaanwezend adjunct-secretaris	17.927,00 EUR
– Adjunct-secretaris	17.258,24 EUR

Parquet du procureur du Roi et parquet de l'auditeur du travail, dont le ressort ne compte pas une population de 250 000 habitants au moins :

– Secrétaire en chef	29.371,48 EUR
– Secrétaire	20.453,72 EUR
– Secrétaire adjoint principal	17.927,00 EUR
– Secrétaire adjoint	17.258,24 EUR. »

Art. 12. L'article 373, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi 3 avril 1997 et modifié par la loi du 17 février 1997 et l'arrêté royal du 13 juillet 2001, confirmé par la loi du 26 juin 2002, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les traitements des secrétaires sont majorés comme suit :

Nombre d'années Montant des majorations	d'ancienneté utile après chaque période
– Trois années	1.857,82 EUR
– Six années	1.857,82 EUR
– Neuf années	1.857,82 EUR
– Douze années	1.857,82 EUR
– Quinze années	1.857,82 EUR
– Dix-huit années	1.114,69 EUR
– Vingt et une années	1.114,69 EUR
– Vingt-quatre années	1.114,69 EUR. »

Art. 13. L'article 373bis du même Code, remplacé par la loi du 3 avril 1997 et modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 2001, confirmé par la loi du 26 juin 2002, est abrogé.

Art. 14. L'article 373 ter du même Code, remplacé par la loi 3 avril 1997 et modifié par la loi du 17 février 1997 et l'arrêté royal du 13 juillet 2001, confirmé par la loi du 26 juin 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 373 ter. Aux secrétaires adjoints principaux aux parquets de la Cour de cassation, de la cour d'appel et de la cour du travail et au parquet fédéral et aux secrétaires et aux secrétaires adjoints principaux au parquet du procureur du Roi et au parquet de l'auditeur du travail, qui ont au moins douze années d'ancienneté dans ce grade et qui n'ont pas été désignés à une fonction particulière donnant droit à un supplément de traitement, il est alloué un supplément de traitement de 1.001,50 EUR, pour autant que leur évaluation, visée à l'article 287ter, porte la mention « très bon. »

Art. 15. L'article 374 du même Code judiciaire, remplacé par la loi 3 avril 1997 et modifié par les lois des 17 février 1997, 15 juin 2001 et 21 juin 2001 et l'arrêté royal du 13 juillet 2001, confirmé par la loi du 26 juin 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 374. — Il est alloué :

1° un supplément de traitement de 4.258,09 EUR aux secrétaires-chefs de service;

2° un supplément de traitement de 2.883,32 EUR aux secrétaires en chef du parquet du procureur du Roi ou du parquet de l'auditeur du travail, dont le ressort ne compte pas une population de 250 000 habitants au moins et dont le personnel occupant un emploi à temps plein est de sept personnes au moins;

3° une prime mensuelle de 24,79 EUR aux membres du secrétariat du parquet qui justifient de la connaissance de la deuxième langue, comme prévu dans la loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire; cette prime est allouée dans les mêmes conditions que celle allouée au personnel des secrétariats de parquet. Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des services publics fédéraux s'applique également à cette prime. Celle-ci est liée à l'indice-pivot 138,01.

Le supplément visé à l'alinéa 1^{er}, 1° est porté à 5.105,28 EUR après trois ans, et à 5.818,70 EUR après six ans de fonction. ».

Art. 16. Dans l'article 375 du même Code, modifié par les lois des 2 août 1974 et 17 février 1997, il est inséré un § 1^{erbis}, rédigé comme suit :

« § 1^{erbis}. Le pécule de vacances alloué aux membres du personnel des greffes et des secrétariats de parquet du niveau 1 est accordé dans la même mesure et dans les mêmes conditions aux secrétaires. »

Parket van de procureur des Konings en parket van de arbeidsauditeur, waarvan het rechtsgebied minder dan 250 000 inwoners telt

– Hoofdsecretaris	29.371,48 EUR
– Secretaris	20.453,72 EUR
– Eerstaanwezend adjunct-secretaris	17.927,00 EUR
– Adjunct-secretaris	17.258,24 EUR. »

Art. 12. Artikel 373, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 3 april 1997 en gewijzigd bij de wet van 17 februari 1997 en het koninklijk besluit van 13 juli 2001, bekrachtigd bij de wet van 26 juni 2002, wordt vervangen door het volgende lid :

« De wedden van de secretarissen worden verhoogd als volgt :

Aantal jaren nuttige Bedrag van de verhogingen	ancienniteit na iedere periode
– Drie jaren	1.857,82 EUR
– Zes jaren	1.857,82 EUR
– Negen jaren	1.857,82 EUR
– Twaalf jaren	1.857,82 EUR
– Vijftien jaren	1.857,82 EUR
– Achttien jaren	1.114,69 EUR
– Eenzentwintig jaren	1.114,69 EUR
– Vierentwintig jaren	1.114,69 EUR. »

Art. 13. Artikel 373bis van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 3 april 1997 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 2001, bekrachtigd bij de wet van 26 juni 2002, wordt opgeheven.

Art. 14. Artikel 373ter van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 3 april 1997 en gewijzigd bij de wet van 17 februari 1997 en het koninklijk besluit van 13 juli 2001, bevestigd bij de wet van 26 juni 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art. 373ter. Aan de eerstaanwezend adjunct-secretarissen van de parketten van het Hof van Cassatie, van het hof van beroep en van het arbeidshof en van het federaal parket en aan de secretarissen en de eerstaanwezend adjunct-secretarissen van het parket van de procureur des Konings en van het parket van de arbeidsauditeur die ten minste twaalf jaren tot dit ambt zijn benoemd en die niet werden aangewezen tot een bijzonder ambt waaraan een weddenbijslag verbonden is, wordt een weddenbijslag van 1.001,50 EUR toegekend, voorzover zij bij hun beoordeling, bedoeld in artikel 287ter, de vermelding « zeer goed » hebben gekregen. »

Art. 15. Artikel 374 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 3 april 1997 en gewijzigd bij de wetten van 17 februari 1997, 15 juni 2001 en 21 juni 2001 en het koninklijk besluit van 13 juli 2001, bekrachtigd bij de wet van 26 juni 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art. 374. Toegekend worden :

1° een weddenbijslag van 4.258,09 EUR aan de secretarissen-hoofden van dienst;

2° een weddenbijslag van 2.883,32 EUR aan de hoofdsecretarissen van het parket van de procureur des Konings of van het parket van de arbeidsauditeur, waarvan het rechtsgebied minder dan 250 000 inwoners telt en waar ten minste zeven personeelsleden met volledige betrekking werkzaam zijn;

3° een maandelijkse premie van 24,79 EUR aan de leden van het parketsecretariaat die het bewijs leveren van de kennis van de tweede taal, zoals bepaald in de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken; deze premie wordt toegekend onder dezelfde voorwaarden als die welke aan het personeel van de parketsecretariaten wordt toegekend. De mobiliteitsregeling die geldt voor de wedde van het personeel van de federale overheidsdiensten, geldt eveneens voor deze premie. Deze wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01.

De in het eerste lid, 1°, bedoelde bijslag wordt na drie jaren ambtsuitoefening gebracht op 5.105,28 EUR en na zes jaren ambtsuitoefening op 5.818,70 EUR. ».

Art. 16. In artikel 375 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 2 augustus 1974 en 17 februari 1997, wordt een § 1bis ingevoegd, luidende :

« § 1bis. Het vakantiegeld dat toegekend wordt aan de personeelsleden van niveau 1 bij de griffies en de parketsecretariaten wordt in dezelfde mate en onder dezelfde voorwaarden verleend aan de secretarissen. »

Art. 17. La présente loi produit ses effets le 1^{er} janvier 2004.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Nice, le 10 août 2005

ALBERT

Par le Roi :

Pour la Ministre de la Justice, absente :

Le Ministre de la Défense,

A. FLAHAUT

Scellé du sceau de l'Etat :

Pour la Ministre de la Justice, absente :

Le Ministre de la Défense,

A. FLAHAUT

Notes

(1) Session 2004-2005.

Documents de la Chambre des représentants : 51-1611

No 1 : Projet de loi

No 2 : Amendements

No 3 : Rapport.

No 4 : Texte adopté par la commission.

No 5 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 16 juin 2005.

Documents du Sénat : 3- 1247

No 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

No 2 : Rapport.

No 3 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Annales du Sénat : 15 juillet 2005.

Art. 17. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2004.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Nice, 10 augustus 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

Voor de Minister van Justitie, afwezig :

De Minister van Landsverdediging,

A. FLAHAUT

Met 's Lands zegel gezegeld :

Voor de Minister van Justitie, afwezig :

De Minister van Landsverdediging,

A. FLAHAUT

Nota's

(1) Zitting 2004-2005.

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 51- 1611

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Amendementen.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 5 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal verslag : 16 juni 2005.

Stukken van de Senaat : 3-1247

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Handelingen van de Senaat : 15 juli 2005.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2005 — 2119

[C — 2005/09652]

10 AOUT 2005. — Loi modifiant diverses dispositions en vue de renforcer la lutte contre la traite et le trafic des êtres humains et contre les pratiques des marchands de sommeil (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi transpose la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne du 19 juillet 2002 relative à la lutte contre la traite des êtres humains, la directive 2002/90/CE du Conseil de l'Union européenne du 28 novembre 2002 définissant l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers, et la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne du 28 novembre 2002 visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers.

CHAPITRE II. — Dispositions modifiant le Code pénal

Art. 3. A l'article 43quater, § 1^{er}, a), du Code pénal sont apportées les modifications suivantes :

1° Il est inséré un 2^{°bis}, rédigé comme suit : « 2^{°bis}. aux articles 433sexies, 433septies et 433octies; »;

2° au 5°, les mots « à l'article 77bis, § 2 ou § 3 » sont remplacés par les mots « aux articles 77ter, 77quater et 77quinquies ».

Art. 4. A l'article 324bis du même Code, les mots « en utilisant l'intimidation, la menace, la violence, des manœuvres frauduleuses ou la corruption ou en recourant à des structures commerciales ou autres pour dissimuler ou faciliter la réalisation des infractions » sont supprimés.

FEDERALE OVERHEIDS Dienst JUSTITIE

N. 2005 — 2119

[C — 2005/09652]

10 AUGUSTUS 2005. — Wet tot wijziging van diverse bepalingen met het oog op de versterking van de strijd tegen mensenhandel en mensensmokkel en tegen praktijken van huisjesmelkers (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet strekt tot omzetting van het kaderbesluit van de Raad van de Europese Unie van 19 juli 2002 inzake bestrijding van mensenhandel, van richtlijn 2002/90/EG van de Raad van de Europese Unie van 28 november 2002 tot omschrijving van hulpverlening bij illegale binnenkomst, illegale doortocht en illegaal verblijf, en van het kaderbesluit van de Raad van de Europese Unie van 28 november 2002 tot versterking van het strafrechtelijk kader voor de bestrijding van hulpverlening bij illegale binnenkomst, illegale doortocht en illegaal verblijf.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen tot wijziging van het Strafwetboek

Art. 3. In artikel 43quater, § 1, a), van het Strafwetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° een 2^{°bis} wordt ingevoegd, luidende : « 2^{°bis}. de artikelen 433sexies, 433septies en 433octies; »;

2° in 5° worden de woorden « artikel 77bis, § 2 of § 3, » vervangen door de woorden « de artikelen 77ter, 77quater en 77quinquies ».

Art. 4. In artikel 324bis van hetzelfde Wetboek vervallen de woorden «en waarbij gebruik gemaakt wordt van intimidatie, bedreiging, geweld, listige kunstgrepen of corruptie, of waarbij commerciële of andere structuren worden aangewend om het plegen van de misdrijven te verbergen of te vergemakkelijken ».